

Baromètre compétitivité des ETI

Vague 6

Sommaire

Contexte et méthode	2
Principaux enseignements	3
Enseignement 1 : La compétitivité de son entreprise et la confiance en l'évolution de son activité	5
Enseignement 2 : Importance des mesures de compétitivité, évolution perçue de la fiscalité et des contrôles	10
Enseignement 3 : Placements de trésorerie	13
Enseignement 4 : Priorités d'investissement et capacité de financement, accès au financement et CICE	15
Enseignement 5 : Difficultés de recrutement	19
Enseignement 6 : Outils à l'égard des salariés	21
Question d'actualité	25
Composition de l'échantillon	27

● Amundi, le METI et Option Finance ont souhaité établir un baromètre référent dédié aux questions de compétitivité des ETI en donnant la parole à leurs dirigeants.

● Les résultats de ce rapport constituent la sixième vague, les vagues précédentes se sont déroulées aux dates suivantes :

- Vague 1 : septembre 2014 (301 interviews)
 - Vague 2 : février 2015 (303 interviews)
 - Vague 3 : juin 2015 (303 interviews)
 - Vague 4 : novembre 2015 (303 interviews)
 - Vague 5 : mai 2016 (266 interviews)
-

● Cette vague 6 a été réalisée par téléphone du 19 octobre au 15 novembre 2016 auprès d'un échantillon de 279 ETI représentatif de cette catégorie d'entreprise.

● La représentativité a été assurée par la méthode des quotas*, établis sur les variables suivantes :

- secteur d'activité (Industrie-Construction vs Services) ;
- chiffre d'affaires consolidé (50 à 74 millions d'euros / 75 à 99 millions d'euros / 200 millions d'euros et plus)
- région (siège) : Ile-de-France/régions ;
- surveillance de la taille salariale (pour conformité avec les vagues précédentes).

● Les personnes interrogées sont exclusivement les dirigeants de ces ETI, directeurs financiers essentiellement.

* Chiffres fournis par le METI sur la base d'études référentes.

Les évolutions positives constatées en vague 5 se stabilisent :

- **A 91%, le taux global de confiance en l'évolution de son activité à 12 mois se maintient à un très bon niveau** après une hausse de + 6 points lors de la vague précédente. Le taux de confiance forte (réponse « tout à fait confiant ») qui avait gagné +12 points pour atteindre 34 % tient aussi son rang (31 %).

- **Poids global des taxes et impôts : une grande stabilité des indicateurs** depuis la vague 4 après un mouvement net entre janvier 2015 et mai 2015, période marquée par une baisse très sensible du sentiment d'alourdissement de la fiscalité. Aujourd'hui 1 ETI sur 2 (48%) estime que le poids des impôts est resté stable contre 47 % puis estime qu'il s'est alourdi. Notons que le sentiment d'alourdissement est plus appuyé pour la fiscalité hors impôts (58 %) que pour la fiscalité impôts (47 %). Une très faible proportion des ETI ressent une baisse (moins de 5 %), dans les deux cas.

- En termes de priorités d'investissement pour les 6 mois à venir, **recrutement et formation** – qui avaient fortement grimpé (+ 17 points) lors de la vague précédente pour atteindre d'une courte tête la place de N°1 – **confortent en vague 6 leur première place**, atteignant aujourd'hui un taux de 61 % (+ 8 points devant la priorité suivante : le financement du BFR).

- **Toujours une bonne capacité d'autofinancement** pour investir pour 81 % des ETI dont 32 % de réponses affirmées (réponse : tout à fait) sans différence entre les catégories d'ETI, ni en termes de taille, ni en termes de secteur d'activité.

Cependant, notons que des difficultés restent bien présentes :

● **Si la capacité d'endettement est bonne pour 79 % des ETI, des différences très nettes selon la taille salariale sont mises en évidence**, contrairement à ce qui est constaté pour l'autofinancement : 30 % des ETI les plus petites (dont le CA est compris entre 50-75 millions d'euros) déclarent ne pas avoir suffisamment de moyens financiers pour investir par endettement (vs 13 % des ETI CA>200 millions d'euros et 19 % des ETI CA entre 75 et 199 millions d'euros).

● **Toujours environ 1 ETI sur 2 a le sentiment que les contrôles fiscaux/Urssaf sont plus fréquents.**

● **Les difficultés pour recruter sont toujours une réalité** (alors que recrutement et formation sont devenus leur priorité en termes d'investissement pour les 6 mois à venir) : 52% des ETI en font état. Ces difficultés sont rencontrées quelle que soit la taille de l'ETI, avec une tendance un peu plus marquée dans le monde de l'industrie. Les principales raisons invoquées sont d'ordre géographique, («attirer les bons candidats dans votre localité», sans différence entre l'Ile-de-France et les régions) et la difficulté à trouver des qualifications rares, pointues ou nouvelles.

Le préfinancement du CICE par la BPI n'a jamais décollé et un plébiscite en faveur de sa transformation en baisse de charge s'affirme pour le candidat à la présidence de 2017.

ACTUALITÉ

Sur 6 propositions données, la plus importante à prendre pour un candidat à l'élection présidentielle en 2017, dès son arrivée au pouvoir : transformer le CICE en baisse de charges sociales ... Largement devant la mise en place d'une mesure empêchant toute modification d'une décision fiscale pendant un laps de temps donné, en queue de liste.

Enseignement 1

Enseignement 1 : La compétitivité de son entreprise et la confiance en l'évolution de son activité



- ➔ Selon leurs dirigeants, la compétitivité de leur propre ETI s'est plutôt améliorée au cours des 12 derniers mois, chiffre stable (à 73 %) depuis janvier 2015.
- ➔ Le taux global de confiance en l'évolution de son activité à 12 mois se maintient bien après la hausse de la dernière vague. Il atteint 91 %. C'est vrai aussi pour le taux de confiance forte (réponse «tout à fait») à 31 %.

Des dirigeants positifs sur l'estimation de la compétitivité de leur propre entreprise... mais toujours sans conviction appuyée

- Peu de dirigeants d'ETI sont prêts à déclarer que leur entreprise n'est pas compétitive (9 %). Mais de façon stable, seulement 16 % d'entre eux affirment qu'elle est «très» compétitive aujourd'hui, ce qui reste faible.
- Il n'y a pas de différence selon la taille ou le secteur d'activité de l'entreprise.

Diriez-vous de votre entreprise qu'elle est aujourd'hui très compétitive, assez compétitive, pas vraiment compétitive, pas du tout compétitive ?
(NB : question modifiée vs vague 1 – stable en vagues 2, 3, 4, 5, 6)

Perception de la compétitivité de son entreprise	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	303	303	302	266	279
Sous-total très ou assez compétitive	90 %	94 %	89 %	92 %	91 %
Très compétitive	19 %	21 %	15 %	15 %	16 %
Assez compétitive	71 %	73 %	74 %	77 %	74 %
Sous-total pas vraiment ou pas du tout compétitive	9 %	6 %	11 %	6 %	9 %
Pas vraiment compétitive	8 %	5 %	9 %	6 %	8 %
Pas du tout compétitive	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %
Nsp	1 %	0 %	0 %	2 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

83 %

Amélioration perçue de compétitivité plutôt que dégradation au cours des 12 derniers mois : stabilité des indicateurs, un signal toutefois pour les grandes ETI.

- 73 % des dirigeants d'ETI estiment que la compétitivité de leur entreprise s'est améliorée contre 1 sur 4 qui estiment qu'elle s'est dégradé, ce qui est un résultat très stable depuis janvier 2015 (creu en mai 2015).
- Un signal toutefois : les plus grosses ETI (CA > 200 millions d'euros) sont plus nombreuses à penser que leur compétitivité s'est «un peu dégradée» : 26 % sont dans ce cas (vs 16 % des plus petites).

Diriez-vous que la compétitivité de votre entreprise au cours des 12 derniers mois s'est fortement améliorée, un peu améliorée, un peu dégradée ou fortement dégradée ? (NB : échelle de réponses modifiée vs vague 1, stable en vagues 2, 3, 4, 5, 6)

Perception de l'évolution de la compétitivité de son entreprise	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	303	303	302	266	279
Sous-total s'est améliorée	71 %	67 %	72 %	72 %	73 % C
Fortement améliorée	7 %	9 % F	7 %	7 %	5 %
Un peu améliorée	65 %	58 %	64 % C	65 % C	68 % C
Sous-total s'est dégradée	24 %	25 %	25 %	24 %	23 %
S'est un peu dégradée	21 %	22 %	22 %	21 %	19 %
S'est fortement dégradée	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %
Nsp	5 %	8 % DF	3 %	4 %	4 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Raisons perçues de l'amélioration de sa compétitivité : toujours en tête, l'amélioration de la productivité invoquée par 77 % des ETI.

- La hiérarchie reste très stable et l'amélioration de la productivité reste en tête.
- Le secteur industriel invoque toujours davantage de critères pour expliquer l'amélioration de sa productivité, notamment ses efforts de productivité et de baisse des coûts.
- La réduction des coûts est plus affirmée chez les plus grandes ETI (CA > 200 millions d'euros : 68 % vs CA < 75 millions d'euros : 58%)

Pour quelles raisons principales la compétitivité de votre entreprise s'est-elle améliorée selon vous ?

Raisons perçues de l'amélioration de la compétitivité de son entreprise	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F	
Base : ETI déclarant que leur compétitivité s'est améliorée	216	203	217	191	205	
Au moins une de ces raisons	95 %	96 %	99 % BCE	95 %	98 % B	Industrie : 98 % Services : 95 %
Parce que votre productivité s'est améliorée	67 %	71 %	76 % B	74 %	77 % B	Industrie : 81 % + Services : 65 %
Parce que vous avez réduit vos coûts	58 %	67 % B	61 %	61 %	62 %	Industrie : 69 % + Services : 56 %
Parce que la demande s'est améliorée	58 %	58 %	60 %	59 %	64 %	Industrie : 56 % Services : 63 % +
Parce que le cours des matières premières a baissé	27 %	30 %	36 % B	31 %	33 %	Industrie : 39 % Services : 25 %
Parce que les taux de financement se sont améliorés	32 %	31 %	30 %	25 %	26 %	Industrie : 29 % Services : 29 %
Parce que le niveau de l'euro a baissé	9 %	20 % BF	18 % B	16 % B	13 %	Industrie : 20 % Services : 11 %
Aucune de ces raisons	5 % DF	4 % D	1 %	5 % D	2 %	Industrie : 2 % Services : 5 %
Total	100%	100%	100%	100%	100%	

Raisons perçues de la dégradation de sa compétitivité : remontée du critère «faiblesse de la demande», après une baisse notable entre octobre 2015 et mai 2016 (bases faibles).

- Le critère faiblesse ou évolution de la demande opère une nette remontée par rapport à la vague précédente (70 %), les autres raisons sont assez stables depuis mai 2015.
- Sur cette question, l'évolution des réponses la plus nette a eu lieu entre janvier 2015 et mai 2015.

Pour quelles raisons principales la compétitivité de votre entreprise s'est-elle dégradée selon vous ?

Raisons perçues de la dégradation de la compétitivité de son entreprise.	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = ETI déclarant que leur compétitivité s'est dégradée</i>	72	76	75	64	63
Au moins une de ces raisons	100 %	97 %	97 %	91 %	95 %
En raison de la faiblesse ou de l'évolution de la demande	76 % CE	63 %	72 % E	55 %	70 %
Parce que vos coûts ont augmenté	63 %	62 %	61 %	50 %	52 %
Parce que vos autres charges – autres que charges sociales, impôts, taxes – ont trop augmenté	53 % E	57 % E	55 % E	36 %	44 %
Parce que vos charges sociales, impôts, taxes ont trop augmenté	61 %	51 %	50 %	39 %	41 %
En raison de la lourdeur des procédures administratives	52 % C	36 %	42 %	38 %	35 %
En raison de difficultés à recruter	15 %	26 % B	31 % B	27 %	27 % B
En raison de difficultés à licencier	17 %	24 %	25 %	22 %	27 %
Parce que vous avez manqué de financements pour investir	18 %	16 %	13 %	16 %	10 %
Au moins une de ces raisons	0 %	3 %	3 %	9 % BC	5 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

La confiance en l'évolution de son activité – qui avait fortement évolué de façon positive lors de la dernière vague – se maintient : 31 % de confiance forte, taux global : 91 %.

- Ce niveau de confiance forte est toutefois très différent selon la taille et le secteur d'activité.
- Il est plus net (+ 15 points) dans les grosses ETI (CA > 200 millions d'euros) à 43 % (vs 28 % des ETI CA < 75 millions d'euros) ainsi que dans le secteur industriel : 37 % (vs 25 % du secteur des services), les deux critères étant corrélés (ETI plus grosses dans le secteur industriel).

Avez-vous confiance en l'évolution de votre activité pour les 12 prochains mois ?

Confiance en l'évolution de son activité à 12 mois	Sep. 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	301	303	303	302	266	279
Sous-total oui	75 %	85 % A	85 % A	83 % A	89 % AD	91 % ABCD
Oui, tout à fait	27 % B	19 %	26 % B	22 %	34 % ABCD	31 % BD
Oui, plutôt	48 %	66 % ACE	59 % A	61 % A	56 % A	59 % A
Sous-total non	25 % BCDEF	15 % F	15 % F	17 % EF	11 %	9 %
Non, pas vraiment	21 % BCDEF	14 % EF	12 %	15 % EF	9 %	8 %
Non, pas du tout	4 % BEF	1 %	3 % B	2 %	2 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Enseignement 2

Importance de mesures de compétitivité, évolution perçue de la fiscalité et des contrôles (fiscaux/Urssaf)



➔ **Poids global des taxes et impôts : une stabilité des indicateurs.**

La rupture a eu lieu entre janvier 2015 et mai 2015, période marquée par une baisse très sensible du sentiment d'alourdissement de la fiscalité.

Aujourd'hui :

– **1 ETI sur 2 (48 %) estime que le poids des impôts est resté stable.**

– **Le sentiment d'alourdissement est plus appuyé pour la fiscalité hors impôts (58 %) que pour la fiscalité impôts (47 %).**

➔ **Stabilité également sur la question des contrôles fiscaux/Urssaf par rapport à la vague précédente.**

Des attentes toujours très appuyées au sujet des mesures destinées à améliorer la compétitivité des entreprises. Une tendance au relâchement des attentes pour certaines mesures.

- Les niveaux d'attente sont élevés avec des niveaux d'intensité variables (réponse «très important»), qui se sont relâchés depuis la vague 1, qui était caractérisée par une réelle fébrilité sur ces sujets.
- On notera une tendance au relâchement des attentes sur certains critères : simplification des procédures administratives et baisse du coût du travail (vs V5), et en tendance depuis la vague 4 relâchement sur l'assouplissement des contraintes liées aux seuils sociaux et baisse du niveau de l'euro.

Chaque aspect suivant est-il selon vous... très, assez, peu ou pas du tout important pour améliorer la compétitivité des entreprises ?

	Réponse : très important + assez important						→ Dont réponse : très important
	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F	
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279	
Baisser la fiscalité des entreprises	93 % F	95 % F	95 % F	95 % F	92 %	89 %	47 %
Simplifier les procédures administratives	94 % F	93 % F	93 % F	93 % F	92 % F	82 % ↓	42 %
Assouplir le droit du travail	92 % EF	89 %	89 %	89 %	87 %	87 %	39 %
Baisser le coût du travail	89 % F	88 % F	85 %	89 % F	89 % F	83 % ↓	35 %
Faciliter l'accès au financement	85 % F	88 % EF	89 % EF	87 % EF	80 %	76 %	29 %
Améliorer le dialogue social	77 %	87 % ACDF	79 %	82 %	83 % A	78 %	21 %
Assouplir les contraintes liées aux seuils sociaux	81 % EF	80 % EF	76 % F	79 % EF	73 %	67 % ↓	24 %
Baisser le niveau de l'euro pour l'exportation	70 % bEF	63 % EF	70 % DEF	66 % EF	56 %	54 % ↓	8 %

Le poids global des taxes et impôts : stabilité des indicateurs depuis la vague 3.

- 1 ETI sur 2 estime toujours que le poids des taxes et impôts est resté stable. La rupture a eu lieu entre janvier 2015 et mai 2015, période marquée par une baisse très sensible du sentiment d'alourdissement de la fiscalité. Notons que ce sentiment reste toutefois encore présent chez 1 ETI sur 2, bien que de façon modérée («un peu» alourdi). Pas de différence selon les types d'ETI.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous le sentiment que le poids global des taxes et impôts s'est beaucoup alourdi, un peu alourdi, est resté stable, a un peu baissé, a beaucoup baissé ?

Evolution perçue du poids des taxes et impôts au cours des 12 derniers mois	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Sous-total s'est beaucoup ou un peu alourdi	63 % CDEF	71 % ACDEF	50 % E	48 %	41 %	47 %
Beaucoup alourdi	20 % CDEF	19 % CDEF	13 % EF	9 %	6 %	7 %
Un peu alourdi	43 % E	52 % ACDEF	37 %	39 %	35 %	41 %
Est resté stable	28 %	23 %	43 % AB	47 % AB	48 % AB	48 % AB
Sous-total a un peu ou beaucoup baissé	9 % BDF	5 %	6 %	4 %	9 % BDF	5 %
A un peu baissé	9 % BDF	5 %	6 %	4 %	8 %	4 %
A beaucoup baissé	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Nsp	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

53 %

Le poids global de la fiscalité hors impôts : également une très grande stabilité des indicateurs depuis la vague 3. Le sentiment d'alourdissement reste plus appuyé que pour la fiscalité impôts.

- La baisse du sentiment d'alourdissement de la fiscalité hors impôts constatée en vague 3 se vérifie, ce qui ne doit pas occulter qu'une majorité de dirigeants d'ETI estime toujours qu'elle s'est alourdie (58 % vs 47 % pour les taxes et impôts). Notons une différence frappante au niveau des services vs l'industrie sur la réponse «beaucoup alourdi» : 19 % des ETI des services vs 8 % pour l'industrie, soit plus de deux fois moins.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous le sentiment que la fiscalité hors impôts, soit plus spécifiquement les taxes locales et sectorielles, s'est beaucoup alourdie, un peu alourdie, est restée stable, a un peu baissé, a beaucoup baissé ?

Evolution perçue du poids de la fiscalité hors impôts au cours des 12 derniers mois (taxes locales et sectorielles)	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Sous-total s'est beaucoup ou un peu alourdi	68 % CDEF	77 % ACDEF	57 %	57 %	55 %	58 %
Beaucoup alourdi	23 % BCDEF	12 %	16 % E	11 %	11 %	13 %
Un peu alourdi	45 %	65 % ACDEF	42 %	46 %	44 %	45 %
Est resté stable	28 % B	19 %	41 % AB	41 % AB	42 % AB	38 % AB
Sous-total a un peu ou beaucoup baissé	2 % D	2 % D	1 %	0 %	2 % D	4 % CD
A un peu baissé	2 % D	2 % D	1 %	0 %	2 % D	4 % CD
A beaucoup baissé	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Nsp	2 %	2 %	1 %	1 %	2 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

42 %

Respectivement 46 % et 42 % des ETI ont le sentiment que les contrôles fiscaux ou Urssaf sont plus fréquents par rapport aux années précédentes, chiffres très stables depuis la dernière vague.

- Une hausse perçue de la fréquence des contrôles fiscaux pour 46 % des ETI, cette fois sans différence selon l'Ile-de-France et les régions (vs vague 5, marquée par un sentiment plus fort en régions).
- Les contrôles Urssaf présentent la même tendance, sans différence significative selon les types d'ETI.
- Toutefois, cette hausse perçue de la fréquence des contrôles reste modérée : «un peu plus» plutôt que «beaucoup plus fréquents». 1 ETI sur 3 n'a remarqué aucun changement.

Par rapport aux années précédentes, avez-vous le sentiment que les contrôle fiscaux /Urssaf sont...

Evolution perçue de la fréquence des contrôles fiscaux	V5 Mai 2016	V6 Novembre 2016
Base : Ensemble des ETI	266	279
Sont plus fréquents	48 %	46 %
Beaucoup plus fréquents	1 %	8 %
Un peu plus fréquents	36 %	38 %
Sont moins fréquents	18 %	20 %
Un peu moins fréquents	16 %	18 %
Beaucoup moins fréquents	2 %	1 %
Pas de changement remarqué (non cité)	34 %	33 %
Nsp	0 %	1 %
Total	100 %	100 %

Evolution perçue de la fréquence des contrôles urssaf	V5 Mai 2016	V6 Novembre 2016
Base : Ensemble des ETI	266	279
Sont plus fréquents	42 %	42 %
Beaucoup plus fréquents	9 %	8 %
Un peu plus fréquents	33 %	34 %
Sont moins fréquents	20 %	25 %
Un peu moins fréquents	18 %	23 %
Beaucoup moins fréquents	2 %	2 %
Pas de changement remarqué (non cité)/NSP	36 %	32 %
Nsp	2 %	2 %
Total	100 %	100 %

Durcissement des possibilités de dialogue et de négociation lors des contrôles fiscaux/Urssaf perçu par 43 % des ETI, la majorité n'est toutefois pas de cet avis.

- Ce durcissement constaté l'est toutefois plutôt de façon modérée («un peu» : 37 %, plutôt que «beaucoup» : 6 %). Pour le solde : autant ont constaté un assouplissement (29 %) que pas de changement (25 %) : la majorité des ETI n'a donc pas de problème sur cet aspect.
- Pas de différence à noter selon les catégories d'ETI.

Par rapport aux années précédentes, avez-vous le sentiment que ces contrôles fiscaux ou Urssaf, en termes de possibilités de dialogue et négociations ce sont ...

Évolution perçue des possibilités de négociation	V5 Mai 2016	V6 Novembre 2016
Base : Ensemble des ETI	266	279
Sous-total durcissement	47 %	43 %
Beaucoup durcis	8 %	6 %
Un peu durcis	39 %	37 %
Sous-total assouplissement	26 %	29 %
Un peu assouplis	15 %	28 %
Beaucoup assouplis	1 %	1 %
Pas de changement remarqué (non cité)/NSP	26 %	25 %
Nsp	1 %	3 %
Total	100 %	100 %

→ Une très grande stabilité des réponses sur l'évolution tactique des placements de trésorerie dans le contexte des taux bas : c'est toujours le cas de 32 % des ETI.

→ Quelques changements toutefois dans les attentes prioritaires à l'égard des placements de trésorerie :

– après une hausse en vague 5, le financement du BFR retrouve son niveau d'octobre 2015 (V4), à 67 % d'attentes prioritaires ;

– niveau de vague 4 également retrouvé pour allonger la durée de vos placements de trésorerie après une baisse en vague 5.

Toujours une très grande stabilité des réponses sur l'évolution des placements de trésorerie dans le contexte des taux bas, le soubresaut de la vague 3 (mai 2015) ne s'est pas confirmé.

- Des changements tactiques qui sont davantage réalisés chez les ETI plus petites (CA de moins de 200 millions d'euros : 37 % vs 24 % pour les plus grandes CA > 200 millions d'euros) et les ETI évoluant dans le secteur des services (37 % vs 27 % dans l'industrie, qui présente de plus grandes structures).
- Ces différences étaient déjà observées lors des vagues précédentes.

L'environnement actuel de taux bas vous a-t-il conduit à faire évoluer vos choix de placements de trésorerie au cours des derniers mois ? (NB : nouvelle question ajoutée en vague 2)

Evolution des placements de trésorerie	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	303	303	302	266	279
Sous-total oui	34 %	39 % DEF	31 %	31 %	32 %
Oui, beaucoup	5 %	8 % D	4 %	7 %	7 %
Oui, assez	29 %	31 % E	27 %	24 %	25 %
Sous-total non	60 %	56 %	66 % C	65 % C	66 % C
Non, pas vraiment	33 %	31 %	33 %	31 %	38 % c
Non, pas du tout	27 %	25 %	32 % C	33 % bC	29 %
Nsp	5 % F	5 % F	3 %	5 % F	2 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Placement de trésorerie : stabilité des indicateurs, avec une différence nette selon la taille des ETI, en particulier sur l'aspect «financement du BFR».

- Considéré globalement, le soubresaut sur le financement du BFR constaté en vague précédente ne se confirme pas et revient à son niveau de la vague 3. On constate toutefois pour cette vague une différence forte selon la taille des ETI sur cet indicateur : 80 % des ETI les plus grosses (CA > 200 millions d'euros) citent cet aspect vs 54 % des CA < 75 millions d'euros et 65 % des ETI dont le CA se situe entre 75 et 199 millions d'euros.
- Cela est vérifié dans une moindre mesure pour l'aspect «désendettement» : 53 % des ETI dont le CA > 200 millions d'euros et 48 % des ETI CA compris entre 75 et 199 millions d'euros citent cet aspect, mais seulement 36 % des plus petites (CA < 75 millions d'euros).

Que recherchez-vous en priorité aujourd'hui en matière de placement de votre trésorerie... (NB : question ajoutée en vague 2)

Attentes prioritaires en matière de placement de trésorerie	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	303	303	302	266	279
Au moins une de ces priorités	90 %	95 % B	96 % B	98 % BC	97 % B
Préserver le capital de l'entreprise	83 %	87 %	87 %	88 %	87 %
Conserver de la liquidité pour une meilleure réactivité en cas d'opportunités (croissance externe)	69 %	75 %	79 % B	76 % B	76 % B
Financer votre BFR	55 %	64 % B	66 % B	74 % BCDF	67 % B
Vous désendetter	50 %	52 % F	50 %	49 %	46 %
Allonger la durée de vos placements de trésorerie pour rechercher de la performance	31 % E	39 % BDEF	30 % E	21 %	28 % E
Aucune de ces priorités	10 % CDEF	5 % E	4 %	2 %	3 %
TOTAL (au moins une + aucune)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Enseignement 4

Priorités d'investissement et capacité de financement, accès au financement et CICE



- ➔ **Recrutement et formation confortent leur première place après une remontée très importante depuis la vague 4. Cet aspect distance aujourd'hui tous les autres indicateurs avec un taux de 61 %.**
- ➔ **La capacité d'autofinancement des ETI est toujours bonne, sans différence selon la taille, contrairement à la capacité d'endettement, les plus petites ETI souffrant davantage.**
- ➔ **La progression des opérations de financement (au moins une) constatée en vague précédente ne se poursuit pas et accuse même un léger repli. L'industrie progresse sur l'obligataire coté.**

Recrutement et formation confortent leur première place après une remontée très importante depuis la vague 4

- Le critère «recrutement et formation » conforte sa place de N°1 suite à la progression très nette de cet indicateur, déjà observée précédemment (+ 19 points vs vague 4). Il distance tous les autres indicateurs désormais.
- Les autres indicateurs habituels sont assez stables, mais cela cache des différences importantes selon les catégories d'ETI, en particulier le secteur d'activité, mais aussi plus secondairement la taille et la région d'implantation (cf. page suivante).

Quelles sont vos priorités d'investissement pour les 6 mois à venir ? (plusieurs réponses possible).

Attention : items ajoutés en vague 5 (NP= Non posé lors des précédentes vagues)

Priorités d'investissement à 6 mois	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	301	303	303	302	266	279
Renouvellement de l'appareil productif existant	62 %	54 %	52 %	57 %	57 %	51 %
Acquisition de nouvelles machines, développement de l'appareil productif	NP	NP	NP	NP	56 %	51 %
Robotisation de tâches auparavant réalisées par des opérateurs humains	NP	NP	NP	NP	26 %	26 %
Transformation numérique-digitale de votre entreprise	NP	NP	NP	NP	38%	44%
Recherche & Développement	47 %	49 %	54 %	46 %	52 %	52 %
Marketing & communication	34 %	48 %	52 %	45 %	49 %	46 %
Recrutement & formation	45 %	46 %	52 %	42 %	59 %	61 %
Financement du développement à l'international	NP	NP	NP	NP	37 %	42 %
Réaliser de la croissance externe	44 %	37 %	47 %	46 %	42 %	47 %
Financer de la croissance organique	NP	NP	NP	NP	44 %	45 %
Financer votre BFR	NP	NP	NP	NP	56 %	53 %

Transformation digitale de l'entreprise et robotisation opèrent une percée réelle mais encore timide, avec des différences selon les secteurs.

- Traditionnellement, l'industrie est plus présente sur les aspects de renouvellement de l'appareil productif et la Recherche&Développement, les services étant plus présents sur le marketing et la communication.
- Les nouveaux indicateurs montrent une importance réelle mais modérée accordée aux investissements liés à la transformation digitale (44 %), plus particulièrement dans les plus grandes ETI (CA>200 millions d'euros : 54%) et dans le monde des services (50 %). La robotisation est plus en retrait (26 %), et naturellement plus forte dans l'industrie (33 %). Le financement du BFR conforte sa bonne tenue chez les plus grandes ETI (cf. infra).

	TOTAL	Région d'implantation		Taille salariale		CA consolidé de l'entreprise				Secteur d'activité	
		Ile-de-France	Province	Moins de 500 salariés	500 salariés et plus	50 à 74 M€	75 M€ et plus	75 à 199 M€	200 M€ et plus	Industrie ou construction	Services
Base	279	69	210	135	144	98	181	81	100	147	132
Renouvellement de l'appareil productif existant	51 %	38 % -	55 % +	52 %	49 %	54 %	49 %	44 %	52 %	61 % +	39 % -
Acquisition de nouvelles machines, développement de l'appareil productif	51 %	38 % -	55 % +	50 %	51 %	54 %	49 %	42 % -	54 %	61 % +	39 % -
Robotisation de tâches auparavant réalisées par des opérateurs humains	26 %	26 %	26 %	20 % -	32 % +	23 %	28 %	22 %	32 % +	33 % +	19 % -
Transformation numérique-digitale	44 %	46 %	43 %	37 % -	50 % +	37 % -	48 % +	40 %	54 % +	38 % -	50 % +
Recherche & développement	52 %	48 %	53 %	50 %	53 %	46 %	55 %	52 %	57 %	56 % +	46 % -
Marketing & communication	46 %	48 %	45 %	47 %	44 %	46 %	45 %	44 %	46 %	37 % -	55 % -
Recrutement et formation	61 %	58 %	61 %	59 %	63 %	61 %	60 %	54 %	65 %	57 %	64 %
Financement du développement à l'international	42 %	43 %	41 %	42 %	41 %	45 %	40 %	43 %	37 %	44 %	39 %
Réaliser de la croissance externe	47 %	52 %	45 %	50 %	44 %	47 %	46 %	53 %	41 %	41 % -	53 % +
Financer de la croissance organique	45 %	51 %	43 %	39 % -	51 % +	41 %	48 %	44 %	50 %	41 %	49 %
Financer votre BFR	53 %	52 %	54 %	47 % -	60 % +	46 % -	57 % +	49 %	64 % +	50 %	57 %

Toujours une bonne capacité affichée d'autofinancement pour 81 % des ETI, 1 sur 3 «tout à fait».

- 81 % des ETI estiment avoir une bonne capacité d'autofinancement pour investir, dont 32 % de réponses affirmées (réponse : tout à fait), sans différence entre les catégories d'ETI, ni en termes de taille, ni en termes de secteur d'activité.

Estimez-vous qu'aujourd'hui, votre entreprise dispose de moyens financiers suffisants pour investir sur le plan de sa capacité d'autofinancement ?

	Sept. 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Sous-total oui	79 %	87 % ACDF	81 %	77 %	83 % d	81 %
Oui, tout à fait	35 %	32 %	30 %	33 %	39 % C	32 %
Oui, plutôt	44 %	54 % ADE	51 % AD	44 %	44 %	49 %
Sous-total non	21 % B	13 %	17 %	22 % B	17 %	18 % B
Non, pas vraiment	17 % BE	10 %	14 %	17 % BE	11 %	14 %
Non, pas du tout	4 %	2 %	3 %	5 %	6 % b	4 %
Nsp	1 %	1 %	2 %	1 %	0 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Une bonne capacité d'endettement pour 79 % des ETI, mais la différence est très nette selon la taille salariale, contrairement à ce qui est constaté pour l'autofinancement.

- 20 % des ETI estiment toutefois ne pas avoir une bonne capacité d'endettement pour investir, avec des différences fortes selon la taille :
 - seulement 13 % des ETI dont le CA > 200 millions d'euros et 19 % des ETI CA compris entre 75 et 199 millions d'euros ;
 - mais 30 % des ETI les plus petites, dont le CA est compris entre 50-75 millions d'euros, déclarent ne pas avoir suffisamment de moyens financiers pour investir par endettement.

Estimez-vous qu'aujourd'hui, votre entreprise dispose de moyens financiers suffisants pour investir en ce qui concerne sa capacité d'endettement ?

	Sept. 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 5 E
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Sous-total oui	78 %	81 % d	81 %	75 %	79 %	79 %
Oui, tout à fait	36 % B+D	23 %	33 % B+	28 %	37 % BD	33 % B
Oui, plutôt	42 %	58 % ACDEF	48 %	47 %	42 %	46 %
Sous-total non	21 %	18 %	18 %	23 % c	18 %	20 %
Non, pas vraiment	17 % E	13 %	15 %	19 % BE	11 %	14 %
Non, pas du tout	3 %	5 %	3 %	5 %	7 % AC	6 %
Nsp	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

La progression des opérations de financement (au moins une) constatée en vague précédente ne se poursuit pas et accuse même un léger repli. L'industrie progresse sur l'obligataire coté.

- 53% des ETI ont réalisé au moins une opération de financement :
 - Toujours en tête, le financement bancaire à 41% reste stable, sans atteindre le niveau de la vague 1 (51 %).
 - Le renforcement des capitaux propres constaté en vague 5 se maintient.
 - Les financements moins classiques comme le financement obligataire coté et l'Euro-PP restent relativement marginaux. Notons toutefois que le financement obligataire ...
 - est plus présent dans le monde de l'industrie (11 % vs 5 % dans les services) pour cette vague alors que c'était l'inverse en vague 5 (12 % vs 2 % dans l'industrie) ;
 - est plus présent chez les plus grandes ETI CA > 200 millions d'euros, soit 13 %.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous effectivement réalisé les opérations suivantes...

	Sept. 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Oct. 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Au moins une de ces opérations	62 % BCDF	44 %	49 %	46 %	58 % BCD	53 % BD
Un financement bancaire	51 % BCDEF	33 %	40 % b	37 %	41 % B	41 % B
Un renforcement de vos capitaux propres	23 % B	16 %	24 % B	20 %	29 % BD	28 % BD
Un financement obligataire coté	3 %	4 %	6 % A	4 %	7 % Ab	8 % ABD
Un Euro-PP	1 %	3 %	3 %	2 %	5 % Ad	4 % A
Aucune de ces opérations	38 %	56 % AEF	51 % A+E	54 % AEF	42 %	47 % A

79 % des ETI déclarent avoir bénéficié du CICE au cours des 12 derniers mois. La demande de préfinancement à la BPI n'a jamais rencontré de grand succès (16 % des ETI).

- Le bénéfice du CICE est largement répandu : 79 % déclarent en avoir bénéficié au cours des 12 derniers mois et 81 % depuis sa mise en place. Comme pour la dernière vague, on constate une différence sectorielle : 24 % des ETI du monde des services déclarent ne jamais avoir bénéficié du CICE depuis sa mise en place vs 14 % dans le secteur industriel.
- Toutefois, le préfinancement auprès de la BPI n'a pas réellement décollé : seulement 16 % des ETI l'ont déjà demandé et obtenu au moins une fois depuis sa mise en place.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous bénéficié du CICE ?
(nouvelle formulation en vague 5)

	Vague 5 Mai 2016	Vague 6 Nov. 2016
Bases : 100 % = Ensemble ETI	266	279
Ont bénéficié du CICE depuis sa mise en place	87 % F	81 %
Dont au cours des 12 derniers mois	84 %	79 %
Mais pas au cours des 12 derniers mois	3 %	3 %
N'ont jamais bénéficié du CICE	13 %	19 % E
Total	100 %	100 %

Avez-vous déjà demandé et obtenu au moins une fois le préfinancement du CICE par la BPI ? (nouvelle formulation en V5)

Base : ont déjà bénéficié du CICE soit 81% des ETI

Ont déjà demandé et obtenu au moins une fois le préfinancement du CICE par la BPI	20 %
N'ont jamais obtenu de préfinancement de CICE auprès de la BPI (demandé ou non demandé)	80 %



Base : rapporté à l'ensemble des ETI

Ont déjà demandé et obtenu au moins une fois le préfinancement du CICE par la BPI	16 %
N'ont jamais obtenu de préfinancement de CICE auprès de la BPI (demandé ou non demandé)	65 %

→ **Les difficultés pour recruter sont une réalité dans les ETI : 52 % d'entre elles sont de cet avis. Des difficultés sont rencontrées quelle que soit la taille de l'ETI, avec une tendance un peu plus marquée dans le monde de l'industrie et en régions.**

Les deux raisons principales invoquées restent :

- d'ordre géographique, au niveau local : «attirer les bons candidats dans votre localité» ;
- la recherche de qualifications rares, pointues ou nouvelles.

Des difficultés pour recruter pour 1 ETI sur 2, notamment dans le secteur industriel.

- Comme lors de la vague précédente autant d'ETI estiment avoir rencontré des difficultés pour recruter que le contraire, soit 1 sur 2.
- Les difficultés (réponse «oui») sont rencontrées quelle que soit la taille de l'entreprise, avec une tendance légèrement plus marquée en province, mais sans différence très marquée (idem vague 5)
 - Ile-de-France vs régions : réponse «beaucoup», 6 % vs 14 % (mais 51 % vs 53 % total «oui»).

Au cours des 12 derniers mois, votre entreprise a-t-elle rencontré des difficultés pour recruter, que les postes aient finalement été pourvus ou non ?

Difficultés perçues à recruter	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = ensemble ETI</i>	266	279
Sous-total oui	50 %	52 %
Oui, beaucoup	11 %	12 %
Oui, assez	38 %	40 %
Sous-total non	50 %	48 %
Non, pas vraiment	31 %	31 %
Non, pas du tout	19 %	17 %
Total	100 %	100 %

Industrie : 55 %
Services : 44 %
Ile-de France : 6 %
Régions : 13 %

Localités trop peu attrayantes (y compris en IDF) et recherche de profils rares/pointus des candidats sont les principales difficultés à l'embauche chez les ETI.

- Les deux raisons principales invoquées par les ETI ayant eu des difficultés à recruter sont toujours d'ordre géographique («attirer les bons candidats dans votre localité», 62 %, sans différence significative entre l'Ile-de-France et les régions) et la recherche de qualifications rares, pointues ou nouvelles (58 %).
- Les autres raisons sont à au moins 14 points en deçà de ces niveaux, notons néanmoins :
 - les prétentions salariales trop élevées : cité par 44 % des ETI ayant eu des difficultés à recruter, en particulier dans le monde des services (55 %) ;
 - l'écart se creuse pour cette vague en ce qui concerne la «faiblesse du package épargne salariale/retraite» qui chute de 10 points pour se retrouver en queue de liste au contraire de la «notoriété/image de l'entreprise» qui progresse. Ce sont les seuls aspects qui évoluent, les autres restant très stables.

Les raisons suivantes ont elles joué (oui-non) dans ces difficultés de recrutement...

Raisons invoquées dans la difficulté à recruter	V5 Mai 2016	V6 Nov. 2016	
Base : ETI déclarant avoir eu des difficultés à recruter	132	146	
La difficulté d'attirer les bons candidats dans votre localité	61 %	62 %	→ Industrie : 73 % Services : 51 %
La recherche de qualifications rares, pointues ou nouvelles	59 %	58 %	
La difficulté d'attirer des jeunes diplômés de haut niveau	30 %	34 %	
Les prétentions salariales trop importantes des candidats	44 %	44 %	→ Industrie : 33 % Services : 55 %
La notoriété, image de votre entreprise insuffisamment attractive	29 %	38 %	
Le package épargne salariale et retraite insuffisamment attractif	28 % F	18 %	

- ➔ **En termes d'outils mis en place : stabilité des indicateurs. La prévoyance caracole toujours en tête. Les salariés des ETI les plus petites sont désavantagés par rapport à ces deux plus grandes.**
- ➔ **En termes de projections (mise en place ou renforcement) : la formation toujours largement en tête.**
- ➔ **Importance perçue des avantages salariés (aux yeux des salariés) : intéressement et primes sont perçus comme les outils les plus importants, suivis de la prévoyance et de l'épargne salariale.**

Présence d'outils/incitations à l'égard des salariés : des chiffres proches d'une vague à l'autre, petit retrait sur le plan de formation avec quelques petites évolutions.

- Une stabilité des indicateurs, d'une façon générale.

Avez-vous mis en place les outils suivants permettant d'associer vos salariés à la compétitivité de votre entreprise ?

Outils mis en place	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	301	303	303	302	266	279
Au moins un de ces outils	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Prévoyance	87 % c	83 %	82 %	88 % c	91 % BC	89 % BC
Plan de formation	93 % BCDF	77 %	86 % BF	84 % B	92 % BCDF	81 %
Epargne salariale	58 %	65 % A	65 % A	68 % A	66 % A	67 % A
Intéressement	67 % B	60 %	64 %	61 %	69 % BD	68 % BD
Primes individuelles	Non Posé	75 % A	75 % A	78 % A	80 % A	77 % A
Chèques vacances-Tickets restaurant	59 % B	48 %	58 % B	56 % B	56 % B	59 % B
Avantages en nature	55 % B	39 %	51 % B	55 % B	59 % BC	55 % B
Plan d'épargne retraite	30 %	47 % ACE	38 % A	46 % ACE	35 %	41 % A
Actionnariat salarié	26 % F	23 %	22 %	27 % F	23 %	19 %
Sous-total au moins un outil de long terme	100 %	98 %	99 %	99 %	99 %	100 %
Aucun de ces outils	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %

Présence d'outils/incitations à l'égard des salariés : les salariés des ETI les plus petites sont nettement moins favorisés que les salariés des plus grandes.

- Cela se vérifie sur presque tous les indicateurs (10 à 15 points d'écart), excepté pour la prévoyance et l'épargne retraite, où les chiffres des plus petites ETI sont proches de ceux des plus grandes.

Outils mis en place	Total	CA consolidé de l'entreprise			
		50 à 74 M €	75 M € et plus	75 à 199 M €	200 M € et plus
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	279	98	181	81	100
Prévoyance	89 %	89 %	90 %	88 %	91 %
Plan de formation	81 %	72 % ---	86 % +++	78 %	93 % +++
Primes individuelles	77 %	69 % --	82 % ++	80 %	83 % +
Intéressement	68 %	57 % ---	74 % +++	72 %	76 % ++
Epargne salariale	67 %	57 % --	72 % ++	68 %	75 % ++
Chèques vacances-Tickets restaurant	59 %	47 % ---	65 % +++	58 %	71 % +++
Avantages en nature	55 %	49 %	58 %	52 %	63 % ++
Plan d'épargne retraite	41 %	40 %	41 %	37 %	45 %
Actionnariat salarié	19 %	13 % -	22 % +	19 %	25 % +

Intention de mise en place/renforcement d'outils à l'égard des salariés : la formation toujours en tête

- Ici les différences entre grandes et plus petites ETI se creusent sur la formation (56 % pour les plus grandes, + 15 points vs les plus petites). Pas de différences nettes sur les outils de long terme (taux de l'ordre de 15 %), à l'exception de l'actionnariat salarié, plus en retrait (8 %).

Et avez-vous le souhait de mettre en place ou renforcer ce type d'outil au cours des 12 prochains mois...

Intention de mise en place/ renforcement	Septembre 2014 Vague 1 A	Janvier 2015 Vague 2 B	Mai 2015 Vague 3 C	Octobre 2015 Vague 4 D	Mai 2016 Vague 5 E	Novembre 2016 Vague 6 F
Bases : 100 % = Ensemble ETI	301	303	303	302	266	279
Au moins un de ces outils	63 %	60 %	65 %	66 %	67 % b	64 %
Plan de formation	45 % B	37 %	43 %	43 %	50 % BCDF	42 %
Epargne salariale	17 %	17 %	23 % ab	24 % ABF	23 % AB	18 %
Intéressement	20 %	17 %	18 %	23 % B	21 %	23 % B
Primes individuelles	NP	24 % A	23 % A	25 % A	25 % A	25 % A
Prévoyance	12 %	14 %	16 %	22 % ABCEF	16 %	15 %
Plan d'épargne retraite	11 %	11 %	15 %	21 % ABCEF	13 %	14 %
Chèques vacances-Tickets restaurant	10 %	9 %	11 %	15 % aB	15 % AB	12 %
Actionnariat salarié	9 %	8 %	10 %	11 %	9 %	8 %
Avantages en nature	7 % B	3 %	9 % B	12 % ABF	9 % B	6 % B
Sous-total au moins un outil de long terme	59 % B	49 %	59 % B	62 % B	61 % B	60 % B
Aucun de ces outils	37 %	40 % E	35 %	34 %	33 %	36 %
TOTAL = au moins un + aucun	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Importance perçue des avantages salariés (aux yeux des salariés) : intéressement et primes sont perçus comme les outils les plus importants, suivi de la prévoyance et de l'épargne salariale.

- Parmi les outils de long terme, la prévoyance et l'épargne salariale sont très proches, l'actionnariat salarié reste très en retrait face aux autres outils proposés.

Et qu'est-ce qui est, selon vous, le plus important aujourd'hui aux yeux des salariés de votre ETI ? En premier ? En deuxième ?

Importance perçue des outils aux yeux des salariés	V5 Mai 2016 E En premier	V6 Novembre 2016 F en premier	V5 Mai 2016 E En premier ou en deuxième	V6 Novembre 2016 F En premier ou en deuxième
Base 100 % : ensemble des ETI	266	279	266	279
Intéressement	32 %	32 %	52 %	48 %
Primes individuelles	32 %	30 %	48 %	47 %
Prévoyance (mutuelle de santé)	15 %	11 %	34 %	31 %
Epargne salariale	8 %	14 % E	21 %	29 % E
Plan d'épargne retraite	3 %	3 %	11 %	9 %
Plan de formation	2 %	4 %	6 %	10 %
Actionnariat salarié	3 % F	1 %	5 %	3 % E
Chèques vacances-Tickets restaurant	1 %	2 %	10 %	14 % E
Avantages en nature	1 %	1 %	3 %	6 %
Aucun	5 % F	1 %	5 % F	1 %

Rappel : mis en place

Prévoyance	89 %
Epargne salariale	67 %
Plan d'ép. retraite	41 %
Actionnariat salarié	19 %

➔ Sur 6 propositions données, la plus importante à prendre pour un candidat à l'élection présidentielle en 2017, dès son arrivée au pouvoir : transformer le CICE en baisse de charges sociales ... Largement devant la mise en place d'une mesure empêchant toute modification d'une décision fiscale pendant un laps de temps donné, en queue de liste.

Sur ces 6 propositions, quelle est celle que le nouveau président élu en 2017 doit prendre dès son arrivée au pouvoir ? Transformer le CICE en baisse de charge sociale.

- Cette transformation du CICE est largement en tête, devant 4 autres au même niveau dans un mouchoir de poche (autour de 25-30 %). Bonne dernière (étonnamment ?) : la mesure en faveur d'une stabilité fiscale dans le temps.

Si vous deviez choisir la mesure la plus importante que devrait prendre un candidat à l'élection présidentielle 2017 dès son arrivée au pouvoir, ce serait...

Mesure la plus importante que devrait prendre un candidat à l'élection présidentielle 2017 dès son arrivée au pouvoir (NB : liste suggérée)	Novembre 2016 Vague 6 F En premier	Novembre 2016 Vague 6 F En premier ou en deuxième
<i>Bases : 100 % = Ensemble ETI</i>	279	279
Transformer le CICE en baisse de charge sociale	44 %	69 %
Supprimer le compte pénibilité	14 %	29 %
Supprimer la C3S, la contribution sociale de solidarité	13 %	27 %
Rendre immédiatement effective la non rétro-activité fiscale	11 %	27 %
Plafonner les indemnités prudhommales en cas de licenciement abusif	9 %	25 %
Mettre en place une mesure empêchant toute modification d'une décision fiscale pendant un laps de temps donné	6 %	16 %
Aucun	3 %	3 %
TOTAL	100 %	-

Composition de l'échantillon

→ Fonction des personnes interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 1</u> 301	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 2</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 3</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 4</u> 302	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 5</u> 266	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 5</u> 279
Directeur Financier	62%	56%	63%	75%	75%	72%
Président Directeur Général	15%	12%	6%	6%	8%	7%
Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou Directeur Général Délégué	18%	6%	8%	8%	6%	6%
Directeur Exécutif	5%	1%	3%	6%	9%	5%
Secrétaire Général	2%	8%	5%	0%	1%	3%
Président du conseil d'administration ou administrateur	2%	8%	3%	3%	0%	5%
Président du conseil ou membre du conseil de surveillance	2%	2%	2%	2%	1%	0%
Président du Directoire ou membre du directoire	1%	7%	11%	1%	0%	2%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

→ Secteur d'activité des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 1</u> 301	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 2</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 3</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 4</u> 302	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 5</u> 266	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 5</u> 279
Des services	52%	54%	52%	56%	50%	47%
De l'industrie	43%	40%	39%	39%	44%	48%
De la construction	5%	6%	8%	5%	6%	5%
ST Industrie ou Construction	48%	46%	47%	44%	50%	53%
ST Services	52%	54%	52%	56%	50%	47%

→ Taille salariale des ETI interrogées (groupe)

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées Vague 1 = 301	Ensemble des ETI interrogées Vague 2 = 303	Ensemble des ETI interrogées Vague 3 = 303	Ensemble des ETI interrogées Vague 4 = 302	Ensemble des ETI interrogées Vague 5 = 266	Ensemble des ETI interrogées Vague 5 = 279
ST Moins de 1000 salariés	68%	68%	66%	60%	64%	64%
Moins de 250 salariés	30%	28%	22%	25%	25%	28%
250 à 499 salariés	22%	24%	24%	20%	25%	21%
500 à 999 salariés	16%	16%	19%	16%	13%	14%
ST 1000 salariés et plus	32%	32%	34%	40%	36%	37%
1000 à 1999 salariés	13%	10%	16%	25%	8%	9%
2000 à 2999 salariés	7%	7%	8%	3%	6%	7%
3000 à 3999 salariés	4%	5%	2%	2%	5%	5%
4000 à 5000 salariés	8%	10%	8%	10%	18%	16%
ST Moins de 500 salariés	52%	52%	46%	44%	50%	48%
ST 500 salariés et plus	48%	48%	54%	56%	50%	52%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

➔ CA consolidé des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées					
	Vague 1 = 301	Vague 2 = 303	Vague 3 = 303	Vague 4 = 302	Vague 5 = 266	Vague 5 = 279
ST 50 à 74 millions d'€	41%	38%	35%	34%	37%	35%
ST 75 millions d'€ et plus	59%	62%	65%	66%	63%	65%
ST 75 à 199 millions d'€	26%	25%	29%	27%	30%	29%
75 à 99 millions d'€	9%	10%	10%	10%	12%	10%
100 à 199 millions d'€	17%	15%	19%	17%	18%	19%
ST 200 millions d'€ et plus	33%	37%	37%	39%	33%	36%
200 à 499 millions d'€	20%	20%	22%	22%	14%	15%
500 millions à 1.5 milliards d'€	13%	17%	15%	17%	20%	21%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Moyenne (en millions d'€)	232	269	247	284	275	275

➔ Région d'implantation (siège) des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées					
	Vague 1 = 301	Vague 2 = 303	Vague 3 = 303	Vague 4 = 303	Vague 5 = 266	Vague 5 = 279
Ile-de-France	32%	34%	32%	33%	30%	25%
Province	68%	66%	68%	67%	70%	75%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%